

Les organisations de la société civile à la rescousse du développement : le cas de la République de Guyana

Sylvie Dugas*

Petit pays anglophone d'Amérique latine, la République de Guyana est peut-être en train de servir d'exemple à la communauté internationale en terme d'aide au développement. Dans ce cas-ci, en effet, les initiatives canadiennes visant à renforcer les capacités des ONG locales dans leurs efforts pour réduire la pauvreté semblent prometteuses et elles pourraient servir de modèle aux autres pays donateurs. Dans un contexte de mondialisation, le Guyana éprouve de sérieuses difficultés à s'insérer positivement dans l'économie mondiale et à faire progresser son PIB, qui était de 717,4 M \$ en 2002. Ses services sociaux présentent de graves lacunes. La politique de la main tendue en direction des organisations de la société civile viserait ainsi à diversifier l'économie et à fournir à la population des services sociaux de qualité.

Bien peu de gens connaissent autre chose du Guyana si ce n'est le suicide collectif de 931 membres d'une secte religieuse dirigée par le révérend Jim Warren, dont le pays avait été le théâtre en 1978. Le Guyana a une superficie de 215,969 km² (approximativement la taille de la Grande-Bretagne) et est situé sur la côte Atlantique au sud du Venezuela. Après une relative période de prospérité sous protectorat britannique (1814-1960), le Guyana est devenu un état indépendant le 26 mai 1966, tout en demeurant membre du Commonwealth. En 1953, un statut d'autonomie avait été concédé par les Britanniques à la colonie. Cependant, le processus d'accès à l'indépendance fut retardé par les clivages entre le Parti progressiste populaire (PPP), dirigé par le communiste Cheddi Jagan et représentant la communauté indienne, le parti *United Force* des Blancs, et le parti des Noirs africains, le *People*

National Congress (PNC). Ces clivages entre les communautés indienne (majoritaire) et Noire persistent encore aujourd'hui et nuisent au progrès dans ce pays.

En 1969, le PNC accède au pouvoir et établit la République coopérative de Guyana en 1970. Sous le gouvernement de Forbes Burnham, autoritaire et procubain, l'économie guyanienne se dégrade, le pays faisant face à l'hostilité des États-Unis et du Fonds monétaire international (FMI). À la mort de Burnham, l'opposition réclame une réforme électorale et le respect des droits humains. Mais le report constant des élections conduit à d'importants bouleversements sociaux, qui entraînent l'établissement de l'état d'urgence en 1991. Des élections ont finalement lieu en 1992 et portent à la tête de l'état Cheddi Jagan, qui libéralise l'économie. À sa mort en 1997, sa veuve Janet est élue à la présidence, ce qui suscite de vives tensions interethniques chez les Afro-Guyaniens. Le 8 août 1999, la présidente passe le flambeau au ministre des Finances, Bharrat Jagdeo, pour des raisons de santé. Lors d'élections tenues le 19 mars 2001, le PPP est à nouveau reporté au pouvoir.

Une situation économique inquiétante

Le Guyana est aujourd'hui dans une impasse en raison de la chute des prix mondiaux des matières premières et de la libéralisation commerciale. Avec une population d'environ 770 000 habitants et un revenu *per capita* d'environ 900 \$, le Guyana fait partie des pays moyennement développés, d'après les classements établis par le Marché commun des Caraïbes (CARICOM) et la Banque mondiale.

* Cette chronique a été réalisée à la suite d'un voyage en Guyana effectué à l'invitation de l'ONG de développement international Alternatives, dans le cadre du *Regional Youth Trade Workshop*, qui s'est déroulé à Georgetown, les 29 et 30 avril 2004.

Durant les années 90, son économie est demeurée relativement stable grâce à l'application d'un programme de récupération économique initié à la fin des années 80. Le PIB a crû de plus de 7 % par année de 1991 à 1997 et le taux de pauvreté a décliné substantiellement, sauf dans les zones rurales. Cependant, à partir 1998, la situation s'est dégradée: la croissance a été de moins de 0,5 % de 1998 à 2001 et le déficit fiscal s'est accentué. Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour justifier cet état de choses :

- les termes de l'échange défavorables, qui affectent les exportations de sucre, de riz et de bois;
- la sécheresse causée par le passage de El Nino en 1997-1998;
- la grève de 55 jours des fonctionnaires de mai à juillet 1999, qui s'est réglée devant les tribunaux ;
- les perturbations politiques à la suite des élections générales de 1997 et 2001; et, enfin,
- la persistance des tensions politiques et ethniques, qui créent un climat d'incertitude chez les investisseurs.

En 1998, le service de la dette représentait près de 20 % du PIB du pays. Depuis mai 1999, le Guyana a toutefois commencé à bénéficier de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPE) et a été admissible en octobre 2000 à une nouvelle rémission de sa dette extérieure. Le service de la dette comptait toujours pour 10,7 % des exportations de produits et services en 2002. À la fin de l'application de ce programme, la dette extérieure du Guyana aura été réduite de 54 %, ce qui n'empêchera pas le pays de devoir recourir à une aide internationale continue pour une période indéterminée.¹

Le gouvernement guyanien fait toutefois une promotion active de l'exportation et il a mis en place des programmes d'avantages fiscaux pour appuyer l'entreprise privée. Durant l'année 2002, le pays a enregistré une croissance économique modérée de 1,9 %, en raison d'une légère expansion des secteurs minier (surtout la bauxite) et de l'agriculture, d'un climat favorable pour la mise sur pied de nouveaux projets d'affaires, d'un taux de change réaliste (142 \$ guyaniens pour 1\$ CAN / 197 \$ guyaniens pour 1 \$US), d'une inflation relativement faible et du soutien constant des organisations internationales. Le

gouvernement jongle maintenant avec la possibilité d'un investissement public accru. Une restructuration et une privatisation partielle du secteur minier de la bauxite sont envisagées à court terme.

Le Guyana est une économie très ouverte. L'exportation du riz, du sucre, du bois, des fruits de mer (crevettes), de l'or et de la bauxite constituent plus de 80 % de son PIB. Alors que le secteur minier compte pour environ 15 % du PIB, le sucre et le riz comptent à eux seuls pour 30 à 40 % du PIB. La participation du Guyana à la Communauté caribéenne depuis le 1^{er} août 1973, puis au Marché commun des Caraïbes (CARICOM), a encouragé de façon incontestable l'exportation de riz blanc et de la canne à sucre. Ces deux produits jouissent actuellement de tarifs préférentiels sur le marché d'exportation américain en vertu notamment de l'Initiative du Bassin des Caraïbes. Mais avec la libéralisation progressive orchestrée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le pays se verra retirer à moyen terme ces avantages pour s'intégrer au marché mondial.

D'autre part, les produits manufacturés comptent pour moins de 10 % de son PIB, les principales activités étant le traitement et le raffinement du sucre et du riz. Il serait surprenant que davantage de manufactures s'installent au pays car le marché intérieur, le premier desservi en cas d'installation d'une nouvelle usine, demeure restreint. Si la foresterie constitue un secteur en expansion, les infrastructures touristiques – un avantage que de nombreux autres pays d'Amérique latine ont su exploiter pour accroître leurs revenus – sont encore très peu développées en Guyana.

Par ailleurs, le manque chronique de main-d'œuvre spécialisée et les infrastructures déficientes, notamment en matière de transport, freinent le pays dans sa modeste progression. En 1998, le pourcentage de routes pavées dans le pays atteignait à peine 7,4 % du total. Un projet d'autoroute mené par le Brésil pourrait éventuellement relancer l'économie et le tourisme.

¹ Voir le Rapport sur la Guyana de la Banque mondiale.

Un climat politique et social tendu

Le clivage entre Afro-Guyaniens (33 % de la population) et Hindous (48 % de la population) date de la fin de l'esclavage des Noirs, alors que l'arrivée massive d'Hindous embauchés comme fonctionnaires par le gouvernement britannique a mis les deux ethnies en rivalité. Aujourd'hui, les familles hindoues interdisent même à leurs enfants d'épouser un Noir et vice-versa. Les Guyaniens sont toutefois un peuple multiracial, les autochtones comptant pour 8 % de la population, le reste étant partagé entre les descendants des Chinois, les Portugais et autres.

En 2002, les tensions ethniques entre Afro-Guyaniens et Hindous ont entraîné le blocage des travaux du Parlement durant plus d'un an, à la suite du boycottage du PNC (qui détient 27 des 65 sièges au Parlement) en raison d'un conflit sur les questions constitutionnelles. Ce boycott, qui durait depuis 14 mois, a pris fin en mai 2003. Même si le litige constitutionnel est demeuré – le président Bharrat Jagdeo ayant rejeté la demande du PNC de former un gouvernement de coalition –, les deux partis sont parvenus à un accord sur la création d'une commission d'enquête sur la police, accusée de brutalité.² Cependant, la corruption (détournement de fonds) et le narcotrafic – particulièrement le blanchiment d'argent malgré la loi à cet effet adoptée par le gouvernement en 2000 – continuent d'être des sujets de préoccupation. L'assassinat du chef adjoint de la brigade antistupéfiants en août 2002 et l'attentat contre le procureur général, blessé par balles un mois plus tard, illustrent le climat tendu qui règne en Guyana.

Le Guyana est de plus frappée par une criminalité endémique, notamment avec l'enlèvement d'hommes d'affaires, perpétrés par des gangs qui exigent une rançon en échange de la vie de leurs otages. Ce grave problème, de même que l'instabilité politique résultant de la division sociale entre Afro-Guyaniens et Hindous, ont fait fuir durant les années 90 un grand nombre de Guyaniens possédant une formation professionnelle.³ Une bonne partie de la bourgeoisie a donc quitté le pays, emportant avec elle les ressources financières, le savoir-faire et l'expertise nécessaires au développement socioéconomique. C'est ce qui explique que la communauté guyanienne soit aussi

importante à Toronto, à Londres ou ailleurs. De plus, les conflits frontaliers avec le Suriname et le Venezuela, qui revendiquent une partie de son territoire, entravent l'exploration pétrolière dans le nord du pays.

Un lourd héritage social

Par ailleurs, l'héritage laissé par le parti communiste PNC, au pouvoir de 1966 à 1992, a été désastreux pour le pays. Du point de vue social, environ 35 % de la population vit actuellement dans la pauvreté et l'espérance de vie ne dépasse pas les 63 ans. Le taux de mortalité infantile est de 54 sur 1 000. En 1998, moins de 75 % des jeunes élèves poursuivaient leurs études au secondaire. Le niveau de vie est cher en Guyana et les gens n'arrivent pas facilement à joindre les deux bouts, avec un salaire d'en moyenne 900 \$ par année. L'électricité est dispendieuse et les commerçants utilisent pour la plupart des génératrices, en raison de pannes fréquentes. Les coûts de transport des nombreux produits importés font grimper les prix, parce que, d'une part, le port ne peut accueillir de gros cargos et que, d'autre part, il n'y a qu'une route qui se rend au Brésil. Durant la saison des pluies, cette route devient parfois impraticable à la suite d'inondations. Aucune route ne se rend directement au Venezuela, son voisin du Nord.

Quant aux infrastructures de Georgetown où vit la très grande majorité des habitants du pays (90 % des Guyaniens habitent sur la côte), elles sont déplorables quant à la salubrité et à l'insécurité. Les égouts se déversent directement dans la mer et la ville est réputée dangereuse, quoique les patrouilles policières aient été renforcées ces dernières années. Dans le domaine de la santé, le taux élevé de VIH/SIDA est alarmant dans tout le pays. Cependant, les systèmes publics d'éducation et de santé demeurent profondément déficients. C'est dans ces conditions que les sectes pentecôtiste, baptiste ou évangéliste se multiplient pour canaliser les craintes et les espoirs des Guyaniens.

Pour améliorer les conditions de vie des démunis, le gouvernement guyanien a mis en place, avec l'aide du Centre Carter, une Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP). Les principaux objectifs de cette stratégie visent à réduire la pauvreté au niveau enregistré avant 1997, à renforcer la bonne gouvernance et l'imputabilité du secteur public, à rehausser les services offerts au public (santé,

² Voir Greg Chamberlain, « Fin du boycottage parlementaire de l'opposition », *L'état du monde 2004*, Éditions Boréal, 2003.

³ Voir ACDI

éducation, appui aux PME, agriculture) et à améliorer les conditions sociales des Guyaniens (électricité dans les zones rurales, logement, approvisionnement en eau, etc.). Parmi les stratégies mises en œuvre pour atteindre ces objectifs figurent la création d'un environnement propice au développement du secteur privé, l'amélioration des standards de gouvernance et le renforcement des institutions publiques (caractérisées par la corruption et la malversation), une meilleure définition et une meilleure gestion financière des politiques macroéconomique et l'application de mesures de développement durable. La participation des organisations de la société civile au développement national est également un des éléments identifiés dans le cadre de la SRP pour renforcer le processus démocratique et créer un environnement propice au développement du secteur privé.

Le libre-échange, une voie de salut ?

Les pays de la CARICOM sont engagés dans un vaste et complexe processus de négociation commerciale. Tout ce processus mènera à une ouverture sans précédent des pays de la CARICOM. Cependant, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) pourraient porter préjudice aux pays de la région, dont le Guyana, qui ne sont guère préparés pour faire face à la concurrence systématique des pays riches. La *Caribbean Regional Negotiating Machinery*, l'instance qui représente tous les pays membres dans ces négociations, s'efforce donc d'attirer l'attention des autres partenaires sur la petite taille de ces économies fragilisées par une production peu diversifiée (biens primaires, tourisme et services financiers). Les négociateurs caribéens réclament aussi le maintien des ententes préférentielles et sollicitent une période de transition dans le processus de libéralisation, ainsi qu'un soutien pour le renforcement des institutions et des capacités organisationnelles (*capacity building*). Mais la région – la Guyana en particulier – est très dépendante des marchés extérieurs (les échanges avec les États-Unis et avec l'Europe comptent respectivement pour 46,2 % et 13,7 % du total des exportations de la CARICOM) et aura du mal à s'ajuster à l'ouverture rapide des marchés.

Au plan international, les négociations actuellement en cours avec l'OMC devraient prendre fin le 1^{er} janvier 2005; au plan hémisphérique, les négociations dans le cadre de la ZLÉA devraient se

terminer en 2005 également; tandis que, au niveau interrégional, les négociations avec l'Union européenne (UE) qui doivent conduire à la signature d'un Accord de partenariat économique (APE) devraient être complétées d'ici janvier 2008. Enfin, au niveau bilatéral, le Guyana négocie actuellement avec le Canada. De plus, des ententes bilatérales de libre-échange ou d'accès préférentiel ont déjà été conclues entre la CARICOM et le Costa Rica (15 mars 2003), le Venezuela (octobre 1992), la Colombie (juillet 1994) et Cuba (5 juillet 2000). L'accord provisoire signé avec la République dominicaine en 2001 (qui vient à échéance en 2005) est une entente de réciprocité entre les cinq pays moyennement développés de la CARICOM et comprend également une entente asymétrique de non-réciprocité entre les pays les moins développés de la région. .

Dans le cadre de la ZLÉA, la dernière réunion entre les États-Unis et le Brésil, qui a eu lieu du 29 avril au 3 mai, a laissé entrevoir un léger espoir d'entente quant à la question des subventions agricoles, des droits de propriété intellectuelle, d'accès au marché et aux services, entre autres. Les consultations informelles se poursuivent à ce sujet et des progrès sont envisageables. Le CARIFORUM, l'instance régionale qui négocie avec l'UE les termes de APE, a conclu un programme de négociation en quatre phases. L'année 2004 (avril à septembre) sera consacrée à l'établissement des priorités de part et d'autres. De septembre 2004 à septembre 2005, on procédera à l'étude des priorités de part de d'autre dans le but d'appuyer l'intégration caribéenne. La phase III (septembre 2005 à décembre 2006) sera l'occasion de consolider les négociations et de réaliser une ébauche du texte mettant en commun les points de convergence. La dernière phase de négociation (janvier à décembre 2007) sera l'étape de finalisation du texte.

Quant aux négociations bilatérales, celles entreprises avec le Canada en 2001 visent l'extension du CARIBCAN, un programme d'aide économique et commercial. Ceci signifie que le gouvernement canadien pourrait unilatéralement exempter de droits de douane d'ici décembre 2006 la plupart des biens de consommation exportés par le CARICOM au Canada. Selon l'accord conclu avec le Costa Rica, qui est entré en vigueur le 15 mars 2003, une vaste liste de produits a été libéralisée ou s'est vue octroyer un accès préférentiel.

La participation de la société civile favorise le développement

L'aide internationale acheminée vers le Guyana provient principalement de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale. Selon la Banque mondiale, le montant total de l'assistance *per capita* s'élevait à 123 600 \$ en 1998 et 127 900 \$ en 2001. En 2002, ce montant avait baissé à 84 600 \$, soit environ 10 % du revenu moyen national *per capita*. L'aide bilatérale apportée au Guyana provient en premier lieu des États-Unis, puis de la Grande-Bretagne, du Canada (à travers l'Agence canadienne de développement internationale ou ACIDI) et de l'Union européenne.

Depuis une quinzaine d'année, le budget annuel du programme d'assistance de l'ACIDI consacré au Guyana s'élève à environ 5,5 M \$. Cela sans compter l'aide attribuée au titre du développement économique aux pays des Caraïbes – incluant le Guyana – pour des programmes de réformes fiscales, d'amélioration des systèmes de gestion des dépenses et d'élaboration de politiques commerciales rationnelles.

Sur le plan bilatéral, les programmes de l'ACIDI sont axés sur l'amélioration de la gouvernance, le renforcement du secteur social et l'appui au secteur privé. L'ACIDI s'emploie notamment à « accroître la transparence et à améliorer la reddition de comptes dans le secteur public. Par exemple, elle appuie les changements destinés à faire participer davantage les groupes bénévoles, le secteur privé et les simples citoyens à la prise de décision. » Une aide a ainsi été accordée au gouvernement guyanien pour améliorer ses structures démocratiques et électorales.

L'Agence collabore aussi avec le ministère guyanien des Finances au renforcement de la planification budgétaire et de la gestion financière. Ce programme, qui est sur le point de se terminer, a permis une meilleure imputabilité et transparence de ministère. À l'échelle locale, l'ACIDI a récemment mis en place des programmes pour améliorer la façon dont les municipalités fournissent des services à la population. En matière d'éducation, l'ACIDI assure une meilleure formation des enseignants pratiquant dans les régions autochtones et en matière de santé, lutte contre la propagation du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses.

L'Agence a également contribué à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté en finançant des programmes de diversification économique. Elle fournit de la formation et du soutien technique à de petites et moyennes entreprises, et collabore avec des associations de gens d'affaires en faveur de réformes propres à améliorer le climat local des affaires.⁴

Seul donateur à adopter cette stratégie, le gouvernement canadien a par ailleurs opté pour le renforcement des capacités d'organisation de la société civile. Par l'entremise de sa Direction générale du partenariat canadien, l'ACIDI cofinance des projets réalisés par des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions et des entreprises canadiennes. À preuve, l'agence canadienne a accordé d'importantes sommes pour appuyer les organisations de la société civile (mise en développement du potentiel local) par le biais du *Building Community Capacity Project* (BCCP). La phase I du BCCP, qui s'est réalisée de 1996 à 2003, a bénéficié d'un apport financier de 5,8 M\$ de la part du gouvernement canadien. L'ACIDI consacrera à la réalisation de la phase II quelque 5 M\$ sur cinq ans, de 2003 à 2008.

La première phase du projet a permis au secteur associatif guyanien de se doter de moyens pour accroître son rôle dans le développement du pays. Selon l'ACIDI, « l'assistance technique et la formation offertes aux ONG⁵ locales en matière de gestion financière et de gestion de programme, de financement, de commercialisation, de leadership et de planification d'activités, leur a permis d'améliorer leurs interventions et de tripler leurs budgets. Grâce à ce projet, les Guyaniens disposent de meilleurs services dans des domaines tels que la santé (dont la

⁴ Voir le site Internet de l'ACIDI.

⁵ Voici le nom des associations qui ont été sélectionnées dans le cadre de ce projet: Saint Francis Xavier Roman Catholic Youth Club (SFX), Help & Shelter (H&S), National Committee of Sisters' Affairs (NACOSA), Youth Challenge Guyana (YCG), NGO Forum, Guyana Red Cross Society (GRCS), Adult Education Association (AEA), Young Women's Christian Association of Guyana (YWCA), Guyana Cancer Society (GCS), Guyana Society for the Blind (GSB), Guyana Community Based Rehabilitation Programme (GCBRP), Guyana Responsible Parenthood Association (GRPA), Strathavon Community Development Club (SCDC), Rotary Community Corps (RCC), Lifeline Counseling Services (LCS), Roadside Baptist Skills Training Centre (RBSTC), Women Across Differences (WAD), South Central People's Development Association (SCPDA), Guyana Rice Producers' Association (RPA), Rotaract Club of Georgetown Central (RCGC).

lutte contre le VIH/SIDA), l'éducation des adultes et l'éducation compensatoire pour décrocheurs.»⁶

Même si le projet a connu, dans l'ensemble, un succès certain, des ratés importants au niveau de son implantation, en particulier, dans la sélection des ONG et l'approbation du processus, ont fait perdre un temps précieux ainsi qu'une partie des fonds alloués.⁷ La bureaucratisation du processus, gérée par le personnel de l'ACDI à Ottawa, a certainement représenté une faille dans l'application du projet. Par exemple, pour être admissibles à l'aide fournie, les ONG ont dû réaliser des plans d'affaires qu'elles ont par la suite dû mettre de côté, faute d'argent pour les réaliser. Cet exercice a été jugé dans les circonstances futile et inutile. En 1998, les organisations sélectionnées n'avaient vu aucune amélioration tangible à leur situation, soit deux ans après le début du projet. Mais par la suite, les discussions concernant le renforcement des capacités organisationnelles des ONG sélectionnées ont abouti. Plusieurs projets d'assistance légale, financière, de techniques de collecte de fonds, d'équipement informatique ou de marketing ont finalement été mis en place. À ce stade, les ONG ont cependant dû rencontrer plusieurs consultants venus du Canada pour obtenir des explications sur la faiblesse du secteur des ONG en Guyana. Les consultants canadiens ont axé leurs analyses principalement sur les systèmes financier et comptable des organisations. Les porte-parole des ONG ciblées ont donc dû s'expliquer à plusieurs reprises sur leur situation, mais sans grand succès. Après coup, il a été estimé que les consultants guyaniens auraient très bien pu faire l'affaire et auraient compris plus rapidement les conditions auxquelles faisaient face les ONG. Les conclusions des Canadiens ont ainsi été jugées biaisées, faute d'une compréhension adéquate de la réalité générale des ONG.

À la suite des recommandations formulées par l'organisation *Partners* (en charge de la réalisation du projet) concernant une approche jugée répréhensible⁸ de la part de l'ACDI, la phase I du BCCP a pris un nouveau tournant en 1999. À partir de ce moment, l'approche participative a été adoptée, permettant aux

ONG de suggérer les moyens par lesquels elles pourraient bénéficier davantage de l'aide offerte. Les ONG ont été invitées à communiquer leurs besoins, en particulier, sur les questions d'assistance technique, de formation, de liens institutionnels et de réseautage. À la fin de l'année 2001, des résultats positifs étaient enfin réalisés : le nombre de bénévoles et de membres des organisations avait augmenté, de même que le nombre d'employés rémunérés. Les sources de financement s'étaient diversifiées et avaient augmenté, et les programmes implantés rejoignaient davantage de participants. Le BCCP, qui a maintenant débuté sa phase II, est désormais devenue un exemple pour les autres institutions qui cherchent à assister les ONG guyaniennes dans le but de les aider à renforcer leurs capacités organisationnelles.

Cependant, les ONG de Guyana constatent qu'en général, les institutions vouées à la promotion du développement ne font pas confiance aux organisations qu'elles appuient. Elles préfèrent distribuer aux ONG du matériel – ordinateurs, imprimantes etc. – que de leur remettre directement une subvention pour les aider à poursuivre leurs opérations. Les ONG subsistent avec les moyens du bord, ayant pour la plupart un urgent besoin de financement pour simplement maintenir leurs activités. D'autre part, elles ne sont reconnues par aucune loi, et aucun crédit d'impôt n'est accordé aux donateurs. Les leçons du BCCP peuvent ainsi être profitables à la communauté internationale dans son ensemble.

En implantant la phase II du BCCP⁹, le gouvernement canadien poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Le projet vise ainsi à renforcer le cadre macroéconomique, institutionnel et réglementaire, à accroître les bases économiques et à soutenir le développement du secteur privé, notamment par l'appui à des projets d'écotourisme, tout en améliorant les pratiques de bonne gouvernance. Au niveau social, le projet devrait contribuer à améliorer l'accès à l'éducation et la santé pour une population frappée sévèrement par l'épidémie de VIH/SIDA, ainsi que le logement et

⁶ *Idem*.

⁷ Selon le bilan de la Phase I du BCCP, effectué par l'ONG *Partners*, en charge de l'application du projet.

⁸ *Partners* reprochait à l'ACDI de conduire une approche du haut vers le bas et d'avoir une microgestion générant davantage de dépenses administratives que de dépenses consacrées réellement au renforcement de la capacité organisationnelle des ONG guyaniennes (ratio d'environ 60/40).

⁹ Les associations choisies dans le cadre de cette phase II du projet sont : South Central People's Development Association (SCPDA), Guyana Rice Producer's Association (RPA), Adult Education Association, Mabaruma Hosororo Organic Cocoa Growers' Association, North Rupununi District Development Board (NRDDDB), Nirvana Humanitarian Society, St. Mark's Mothers' Union, Airy Hall Development Group, Vilvorden Women's Group, Pomona Women and Youth Reaching Out, Bartica International Volunteers (BIV), Kildonan Parent Group et Hope Foundation.

les infrastructures d'eau potable. Une attention particulière sera aussi accordée aux pauvres et aux régions les plus démunies du pays. Les communautés autochtones, qui vivent majoritairement dans les zones forestières situées près de la frontière brésilienne, n'ont pas l'électricité et ont d'importants problèmes de transport, en termes de coûts et d'accès.

En ce sens, le Canada a acheminé ces dernières années des sommes d'argent au Centre international Iwokrama pour la conservation de la forêt humide tropicale, dans la région du Rupunini Nord. Ce centre met en œuvre des projets d'écotourisme et de récolte forestière favorisant le développement durable de la forêt. Des fonds canadiens ont notamment été alloués au comité d'écotourisme du Conseil de développement amérindien de Surama pour la construction d'un *lodge* destiné aux touristes. Surama est une communauté autochtone située au nord-est du pays qui a implanté un projet d'écotourisme pour stimuler son développement économique. Cette approche ciblée dans l'aide au développement a l'avantage de permettre aux communautés défavorisées de mettre en œuvre des projets basés sur l'utilisation de leur potentiel humain et matériel.

À travers son appui aux ONG, le Canada joue donc un rôle actif dans le développement social du Guyana. Mais cette aide s'inscrit-elle dans la tendance qui veut que les ONG prennent la relève du gouvernement en raison de son incapacité à s'acquitter de ses tâches sociales? En effet, les restrictions budgétaires imposées par le FMI ont conduit plusieurs pays à réduire la portée de leurs services publics. L'ACDI dit vouloir fortifier renforcer les capacités des organisations sociales non seulement pour les aider à soutenir l'État dans sa mission sociale, mais aussi pour les aider à formuler leurs besoins ou à énoncer leurs priorités pour faire un contrepois efficace au gouvernement.¹⁰ L'ouverture commerciale négociée dans le cadre de l'OMC ou de la ZLEA pourrait apporter de l'eau au moulin économique du pays si les négociateurs tenaient compte de sa petite taille et de la faiblesse de son économie. Mais seule une entente asymétrique de non-réciprocité, à l'image de celle conclue avec la République dominicaine, pourrait s'avérer positive pour le Guyana. En attendant, les efforts accrus en vue de renforcer l'intégration régionale dans le cadre

de la CARICOM est le meilleur garant d'un avenir plus rose pour la République de Guyana.

¹⁰ Selon une interview réalisée avec André St-Pierre, de l'ACDI, le 8 juillet 2004.

Guyana Data Profile			
	1998	2001	2002
People			
Population, total	752.0 thousand	762.0 thousand	766.0 thousand
Population growth (annual %)	0.4	0.4	0.5
National poverty rate (% of population)	35.0	..	..
Life expectancy (years)	..	..	62.3
Fertility rate (births per woman)	..	..	2.3
Infant mortality rate (per 1,000 live births)	..	..	54.0
Under 5 mortality rate (per 1,000 children)	..	..	72.0
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	..	..
Child malnutrition, weight for age (% of under 5)	..	..	..
Child immunization, measles (% of under 12)	93.0	92.0	95.0
Prevalence of HIV (female, % ages 15-24)	..	4.0	..
Primary completion rate, total (% age group)	..	..	..
Primary completion rate, female (% age group)	..	..	..
Net primary enrollment (% relevant age group)	95.7	..	..
Net secondary enrollment (% relevant age group)	73.4	..	..
Environment			
Surface area (sq. km)	215.0 thousand	215.0 thousand	215.0 thousand
Forests (1,000 sq. km)	..	..	..
Deforestation (average annual % 1990-2000)	..	..	..
Freshwater resources per capita (cubic meters)	..	..	314.6 thousand
CO2 emissions (metric tons per capita)	2.2	..	..
Access to improved water source (% of total pop.)	..	..	..
Access to improved sanitation (% of urban pop.)	..	..	..
Economy			
GNI, Atlas method (current US\$)	646.2 million	656.9 million	655.9 million
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	860.0	860.0	860.0
GDP (current \$)	717.6 million	711.1 million	717.4 million
GDP growth (annual %)	-1.7	3.4	-1.1
GDP implicit price deflator (annual % growth)	3.0	-0.8	4.4
Value added in agriculture (% of GDP)	34.6	30.3	30.8
Value added in industry (% of GDP)	30.8	28.9	28.6
Value added in services (% of GDP)	34.6	40.8	40.6
Exports of goods and services (% of GDP)	96.0	93.1	93.0
Imports of goods and services (% of GDP)	108.0	109.2	105.9
Gross capital formation (% of GDP)	28.8	21.9	20.0
Current revenue, excluding grants (% of GDP)	..	..	..
Overall budget balance, including grants (% of GDP)	..	..	..
Technology and infrastructure			
Fixed lines and mobile telephones (per 1,000 people)	72.2	178.4	190.8
Telephone average cost of local call (US\$ per three min.)	0.0	0.0	0.0
Personal computers (per 1,000 people)	23.5	26.4	27.3
Internet users	2,000.0	100,000.0	125.0 thousand
Paved roads (% of total)	7.4	..	..
Aircraft departures	3,600.0	300.0	200.0
Trade and finance			
Trade in goods as a share of GDP (%)	151.1	149.1	147.2

Trade in goods as a share of goods GDP (%)	212.7	226.9	225.4
High-technology exports (% of manufactured exports)	..	1.6	7.2
Foreign direct investment, net inflows in reporting country (current US\$)	44.0 million	56.0 million	43.6 million
Present value of debt (current US\$)	..	..	850.0 million
Total debt service (% of exports of goods and services)	19.1	6.4	10.7
Short-term debt outstanding (current US\$)	132.6 million	128.6 million	145.0 million
Aid per capita (current US\$)	123.6	127.9	84.6

Source: Statistiques de la Banque mondiale, avril 2004.